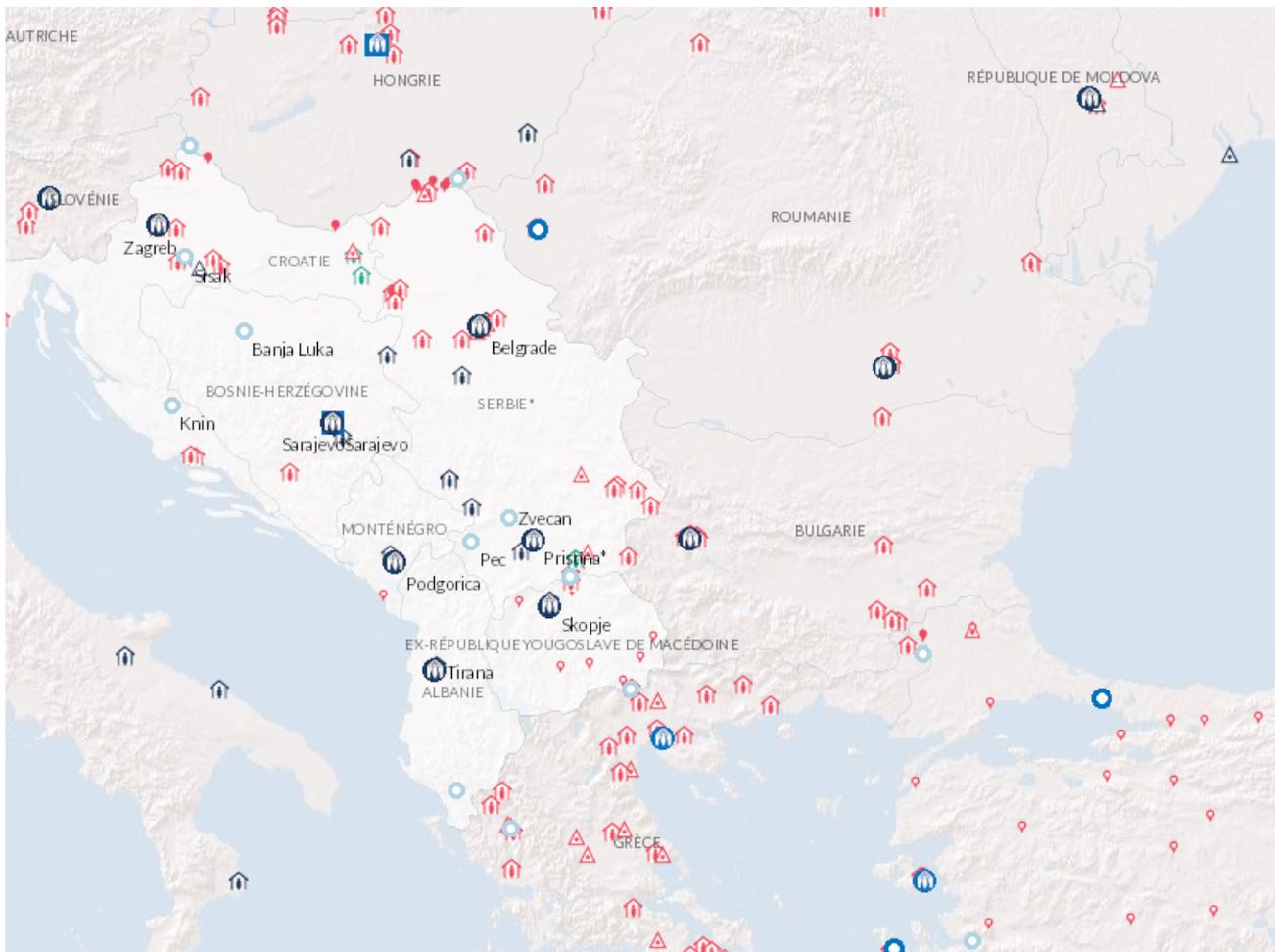
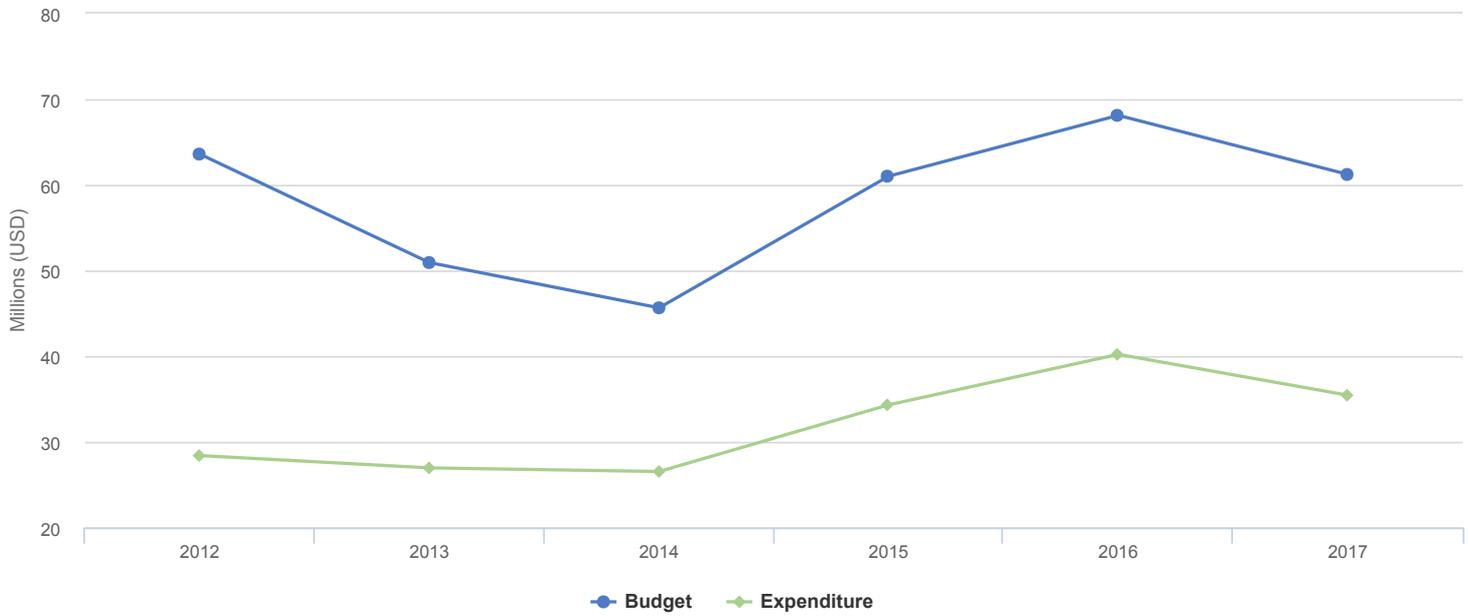


## Subregion: South-Eastern Europe

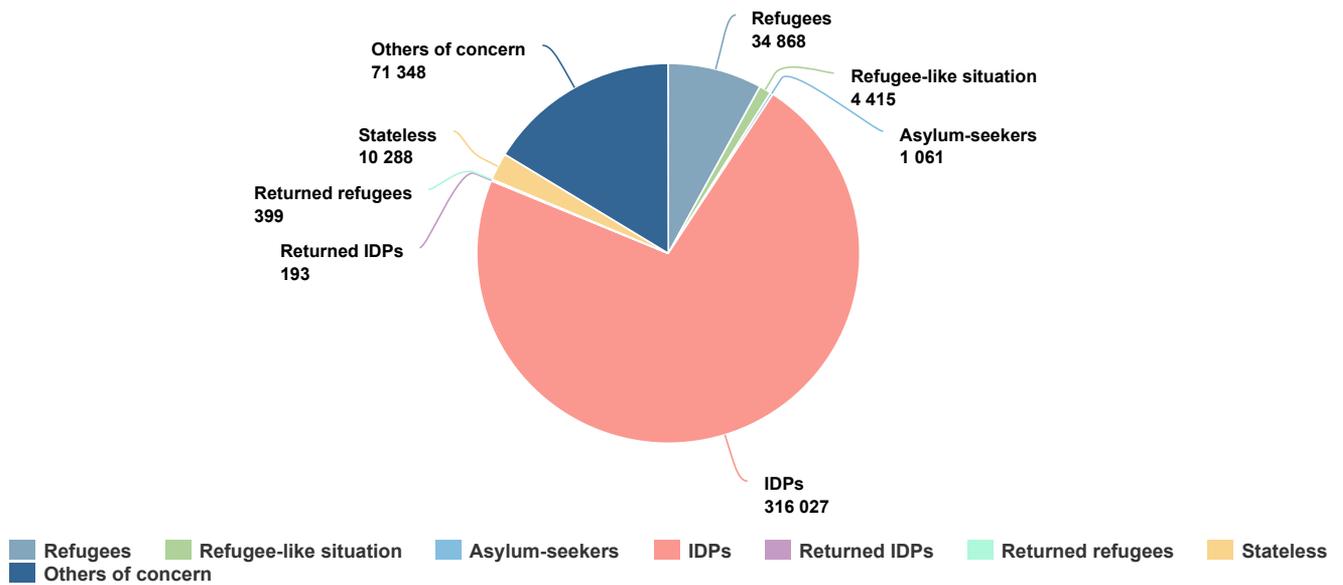
| Bosnie-Herzégovine | Monténégro | Serbie et Kosovo (Résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité) | Ex-République yougoslave de Macédoine |



### Budgets and Expenditure in Subregion South-Eastern Europe



### People of Concern - 2017



## Réponse en 2017

*Ce résumé présente un aperçu de la réponse du HCR en Europe du Sud-Est en 2017. Pour plus d'informations sur les principales réalisations, les défis et les besoins non satisfaits par opération, veuillez consulter la page du Bureau régional (<http://reporting.unhcr.org/node/12002>) pour l'Europe du Sud-Est.*

Tous les pays de la sous-région ont adhéré à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 et ont adopté une législation applicable. Les demandeurs d'asile et les réfugiés ne disposaient toutefois pas d'un accès fiable aux procédures de détermination du statut et à la protection. Tous les pays sont également parties aux Conventions de 1954 et de 1961 sur l'apatridie, à l'exception de l'ex-République yougoslave de Macédoine qui n'a pas encore adhéré à la Convention de 1961.

Dans presque toute la région, des événements politiques ont eu lieu, notamment des élections, ce qui a freiné les avancées dans les domaines liés à l'asile, tandis que l'adhésion à l'Union européenne est demeurée une priorité essentielle. Cela a, par conséquent, fourni au HCR une référence utile dans ses efforts pour promouvoir des systèmes d'asile axés sur la protection et les solutions. Les trois principales priorités sont restées l'asile dans le contexte des mouvements impliquant des réfugiés, les solutions pour les populations déplacées dans la région au cours des années 1990 et la lutte contre l'apatridie.

En 2017, les mouvements mixtes se sont poursuivis à un rythme moins important que les années précédentes mais avec une fragmentation plus grande des itinéraires, conduisant à des arrivées plus nombreuses de réfugiés et de migrants en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. Le HCR s'est efforcé de renforcer les systèmes d'asile et les capacités nationales dans le contexte des mouvements mixtes, notamment dans le cadre du projet régional IPA II financé par l'UE et relatif à la gestion des migrations axée sur la protection dans les Balkans occidentaux et en Turquie. Dans le même temps, le HCR a centré son action sur la protection des personnes relevant de sa compétence et a soutenu l'identification et l'orientation des personnes vulnérables comme les mineurs isolés, les victimes de violences sexuelles et de genre et les femmes en danger, afin de leur fournir une aide adéquate.

À la fin de 2017, selon les estimations, 350 000 personnes restaient affectées par les conflits des années 1990. Le HCR s'est efforcé en priorité de faciliter des solutions durables pour ces groupes, en particulier dans le contexte du Processus de Sarajevo/Programme régional d'hébergement, tout en réajustant progressivement son engagement opérationnel et en renforçant les capacités des autorités et d'autres parties prenantes nationales.

Vingt ans après la dissolution de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie et les déplacements subséquents, environ 8 500 personnes restent en danger d'**apatridie** en Europe du Sud-Est. Faute d'enregistrement à l'état civil et de documents pour prouver leur existence ou leur nationalité, les apatrides sont incapables de jouir effectivement de leurs droits. En 2017, le HCR a continué de coopérer avec les gouvernements, l'UE, l'OSCE et les organisations partenaires dans la région pour s'attaquer aux obstacles à l'acquisition ou à la confirmation de la nationalité, en particulier dans le domaine du droit et des procédures administratives pour l'enregistrement à l'état civil.

## 2017 Voluntary Contributions to South-Eastern Europe | USD

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 4 IDP projects	All pillars	Total
<b>Regional Office in South Eastern Europe</b>				
Council of Europe Development Bank	0	246,957	0	246,957
European Union	1,460,785	0	0	1,460,785
Montenegro	0	0	82,745	82,745
Private donors in France	170,648	0	0	170,648
Private donors in Spain	104,603	0	0	104,603
Republic of Korea	1,000,000	0	0	1,000,000
Russian Federation	0	100,000	0	100,000
Serbia	0	0	30,380	30,380
Spain	10,672	0	0	10,672
UN Department of Political Affairs	4,123,557	0	0	4,123,557
<b>Regional Office in South Eastern Europe subtotal</b>	<b>6,870,266</b>	<b>346,957</b>	<b>113,125</b>	<b>7,330,348</b>
<b>Total</b>	<b>6,870,266</b>	<b>346,957</b>	<b>113,125</b>	<b>7,330,348</b>

Note: